

*Construire
un événement.
Mouvement social,
sciences sociales.*

**Act-Up, psychotropes, épistémologie,
villes, Mauss, se penser, identité, géographie
historique, Lepetit, histoire enseignée,
Claude Raffestin, les non-humains, le religieux.**

Michel Bussi, Philippe Corcuff, Christian Delacroix,
Guido De Ridder, François Dosse, Philippe Dujardin,
Olivier Fillieule, Jean-Baptiste de Foucauld, Patrick Garcia,
Bénédicte Goussault, Claude Legrand, Philippe Le Moigne,
Jacques Lévy, Michel Lussault, Jean-Louis Margolin,
Jean-François Pradeau, Louis Quéré, Alain Reynaud,
Jean-Marc Weller, Michel Wieviorka, Michelle Zancarini-Fournel.



Act-Up à Paris : une sociologie.

Act-Up Paris occupe une place à part dans le champ associatif – y compris dans celui des organisations consacrées à la lutte contre le sida –, en particulier du fait des formes de mobilisation qu’il met en œuvre. Qui sont ces militants engagés pour la défense de la “communauté-sida” ?

Act-Up Paris (*Aids Coalition To Unleash Power*) est apparue en 1989 dans le champ associatif de la lutte contre le sida. Ses structures, son fonctionnement et ses lignes d’action sont calqués sur le modèle mis en place par l’association créée à New York en 1987 par Larry Kramer¹. Se définissant avant tout comme une association de personnes touchées par le sida, Act-Up cherche, par une intense activité de lobbying et l’action directe (manifestations, *zaps*², *die-ins*³, ...), à faire pression sur les pouvoirs publics et les secteurs chargés à des degrés divers de la prise en charge de la maladie⁴ pour une lutte plus efficace et moins discriminatoire contre le sida. Plus précisément, l’activité de dénonciation d’Act-Up Paris articule à la fois la recherche d’une plus grande *visibilité* du sida à un combat contre *la stigmatisation des personnes atteintes* (homosexuels et toxicomanes)⁵. Ces deux aspects sont intimement reliés à une lutte pour le monopole de l’expertise scientifique qui combine à la fois la revendication d’une prise en charge du sida par les malades eux-mêmes (ce que Michael Pollak appelait “la transformation de l’assistanat socio-médical en mouvement d’auto-support”⁶) et la contestation de la médicalisation de l’homosexualité et de la toxicomanie⁷.

Parce qu’Act-Up se distingue nettement du reste du secteur associatif avec lequel elle entretient d’ailleurs des relations problématiques, il nous a semblé pertinent de rechercher s’il existait des spécificités de l’engagement dans cette association, spécificités propres à éclairer son idéologie et ses méthodes d’action. Pour cela, nous avons eu recours à une enquête par questionnaires auprès des adhérents⁸. Dans une perspective plus sociologique que ne nous y ont habitué les théories de la mobilisation⁹, cette orientation de recherche permet de s’interroger sur les déterminants de l’engagement individuel dans ce champ très particulier qu’est la lutte contre le sida.

Nous nous en tiendrons ici à aborder les deux questions suivantes : d’une part, l’engagement à Act-Up découle-t-il directement de l’expérience de la maladie ou bien d’autres critères sont-ils plus déterminants ? Autrement dit, Act-Up est-elle ou non une association de malades ? D’autre part, le radicalisme politique d’Act-Up s’explique-t-il, comme cela a pu être avancé¹⁰, par un recrutement différent des autres associations de lutte contre le sida ?

Groupe d’auto-support ou militantisme de solidarité ?

Act-Up se veut un groupe de personnes touchées par le sida et revendique un statut de porte-parole de la *communauté sida*. La mise en avant du statut de séropositif ou de malade par les membres de l’association¹¹ est centrale dans l’idéologie du mouvement. Elle est au principe d’une rhétorique de *l’urgence* omniprésente en même temps qu’elle légitime et justifie la violence symbolique déployée dans certaines actions (jets de faux sang, accusations de meurtre prophérées violemment à la face d’une personnalité, menottages, ...).

En 1994, d’après le tableau 1, près d’un tiers des militants se déclaraient directement touchés par la maladie. Si l’on compare ce pourcentage avec la proportion de personnes affectées militant à AIDES (13%), on peut en déduire qu’Act-Up est bien l’association de lutte contre le sida dont la composition fait la plus grande part aux malades, alors même qu’elle ne s’investit aucunement dans l’aide directe. On notera en revanche que les usagers de drogues par voie intra-veineuse sont presque totalement absents à Act-Up, de même que les polytransfusés et les hémophiles¹². Par ailleurs, le fait que les deux tiers des militants se déclarent séronégatifs ne suffit pas à les rattacher aux formes classiques d’un militantisme de *solidarité* reposant sur un type quelconque d’altruisme. Lorsqu’on demande aux adhérents ce qui les a conduits à rejoindre Act-Up, la première raison avancée est celle d’une proximité à la maladie et à la souffrance de tiers (32%, en citations spontanées). Il est donc toujours vrai, comme le soulignait Michael Pollak, que “le véritable réseau qui alimente (les associations) [...] a été créé par le virus lui-même, celui des personnes atteintes physiquement et/ou affectivement”¹³. Au sein de l’association enfin, l’*engagement* dans des relations inter-personnelles nourrit et développe cette proximité quitte à générer des hiatus, comme en témoigne l’instrumentalisation permanente à Act-Up du couple *séropositivité biologique* et *séropositivité politique*¹⁴.

Tableau 1. Parcours et engagement.

en %	Act-Up				AIDES
	Activistes	Occasionnel(le)s	Sympathisant(e)s	ensemble	ensemble
Hommes	76	70	62	70	57
Homosexuel(le)s	68	62	57	62	44
Hétérosexuel(le)s	21	25	34	27	45
Jamais de drogues en intra-veineuse	94	96	96	96	72*
Séronégatif(ve)s	65	68	71	68	72
Séropositif(ve)s ou malades du sida	26	27	26	26	13
moins de 35 ans	77	74	62	71	41
dont 17-24 ans	31	13	10	18	7

* NB : dans le questionnaire AIDES, il n'y a pas distinction entre drogues dures et douces.

D'autre part, le tableau 1 indique que les personnes mobilisées sont essentiellement des *gays*, et cela d'autant plus que le degré d'engagement se renforce. La comparaison avec les résultats de l'enquête AIDES suggère cependant que cette situation ne saurait s'expliquer de la même manière qu'à la fin des années quatre-vingt, lorsque les *gays* étaient bien les seuls soutiens des associations¹⁵. Si, avant 1987, 90% des volontaires de AIDES sont de sexe masculin¹⁶, la situation commence de changer alors et, en 1993, les volontaires ne sont plus qu'à 57% des hommes. Cette augmentation en nombre des femmes à AIDES se traduit logiquement par une proportion d'homosexuel(le)s nettement plus faible qu'à Act-Up (44% contre 62%). Celles-ci sont en effet à 85% hétérosexuelles, contre seulement 15% des hommes. Cette "hétérosexualisation de la cause" s'explique à la fois par un investissement altruiste croissant à AIDES et par une arrivée importante de volontaires issues du secteur de la santé et du travail social, secteur fortement féminin et en prise directe avec les malades.

Plutôt que d'être le signe, comme il y a quelques années, d'un échec manifeste d'une tentative de *désingularisation* de la cause, la forte dominante *gay* d'Act-Up pointe donc surtout la très nette identité homosexuelle de l'association, dont nous avons souligné plus haut qu'elle constituait un des axes revendicatifs du mouvement¹⁷.

Radicalisation politique et recrutement.

Dans son analyse de la mobilisation associative contre le sida, Michael Pollak avance qu'Act-Up se distinguerait par "un recrutement plus jeune dans des catégories socio-professionnelles plus modestes qu'à AIDES"¹⁸, laissant entendre que là se trouve sans doute un des *explicandum* du radicalisme politique de l'association.

Le tableau 1 confirme l'hypothèse de la très grande jeunesse des militants, puisque 71% ont moins de 35 ans contre 41% à AIDES. Plus encore, si l'on s'en tient aux activistes, c'est un tiers d'entre eux qui ont entre 17 et 24 ans. Cette caractéristique, dont on ne retrouve l'équivalent dans aucune autre association de lutte contre le sida (ni d'ailleurs dans aucune autre association étudiée dans le cadre du GERMM) apporte sans doute un début de réponse à l'analyse du style propre à l'association par la disposition de ressources spécifiques (disponibilité, niveau d'étude, ...) et un rapport aux règles établies du jeu politique plus distancié (méfiance vis-à-vis des instances de médiation traditionnelles, positions très tranchées sur l'échelle de transformation de la société, dispositions à l'illégalisme, ...).

Tableau 2. L'origine sociale des militants.

en %	Act-Up	AIDES
Cadres, professions intellectuelles supérieures	34	35
<i>dont information, art et spectacle</i>	14	-
Professions intermédiaires	26	14
<i>dont santé et travail social</i>	14	-
Étudiants	14	4
Artisans, commerçants et chefs d'entreprises	2	3
Employés	17	18
Ouvriers	1	1
Retraités	3	10
Autres et SR	5	15

En revanche, la structure sociale du potentiel mobilisable d'Act-Up ne se distingue pas nettement d'une association comme AIDES. Le tableau 2 indique que, pour les deux associations, les militants se recrutent dans les mêmes catégories socio-professionnelles. La seule différence notable tient à la forte proportion d'étudiants à Act-Up (14% contre seulement 4% à AIDES) et le très faible nombre de retraités (5% contre 10% à AIDES). D'autre part, 64% des actupiens ont un niveau d'étude supérieur (contre 68% à AIDES), alors même que 21% d'entre eux sont encore en cours d'études. On notera encore que, parmi ceux-ci, 11% préparent un DEA ou un DESS et 26% sont inscrits en thèse de doctorat. Si l'on ajoute à cela que plus de 40% des militants ont un père exerçant ou ayant exercé un

métier de cadre ou une profession intellectuelle supérieure, on peut alors relativiser les remarques de Michel Pollak sur le caractère populaire du recrutement à Act-Up¹⁹.

Pour conclure, trois traits sociographiques semblent pouvoir rendre compte provisoirement de la spécificité d'Act-Up par rapport aux autres associations de lutte contre le sida.

D'une part, l'association se compose essentiellement de jeunes *primo-militants*, dont l'engagement à Act-Up est le premier et le plus souvent le seul. Leur rapport au politique se caractérise d'abord par une méfiance très forte vis-à-vis des institutions et des médiations traditionnelles. Ainsi, seulement 46% des activistes répondaient lors de l'enquête qu'ils voteraient pour un candidat à l'élection présidentielle de 1995 et 59% déclaraient avoir voté pour un candidat aux législatives de 1993. D'autre part, le militantisme à Act-Up mêle inextricablement la lutte contre le sida et la revendication d'une identité et de droits homosexuels. Si l'on peut parler d'une renaissance d'un mouvement homosexuel en France, c'est sans doute là qu'il se situe, plus qu'ailleurs dans le champ associatif. Enfin, la composition sociale du potentiel mobilisable d'Act-Up, liée à l'extrême jeunesse des militants, fournit une des explications de la spécificité des modes d'action de l'association qui, à une forme radicale d'activisme, ajoute des capacités d'expertise médicale, juridique et politique dont bien peu de mouvements sociaux peuvent se targuer, dans et hors du champ de la lutte contre le sida.

Olivier Fillieule

1 • Larry Kramer, *Reports from the Holocaust: The making of an Aids activist*, New-York : Saint Martin's Press, 1987.

2 Manifestations au cours desquelles les participants viennent prendre la parole sans y avoir été invités.

3 Manifestations au cours desquelles les participants tombent à terre pour simuler la mort.

4 C'est-à-dire d'abord les agences gouvernementales, le secteur hospitalier, l'industrie pharmaceutique, les laboratoires médicaux, les ordres des médecins et des pharmaciens et les compagnies d'assurances.

5 On trouvera un exposé détaillé du programme politique d'Act-Up dans • Act-Up Paris, *Le sida : combien de divisions ?*, Paris : Dagorno, 1994.

6 • Michael Pollak, "Constitution, diversification et échec de la généralisation d'une grande cause. Le cas de la lutte contre le sida", *Politix*, n° 16, p. 80-90.

7 Voir • Steven Epstein, "Democratic Science?", *Socialist Review*, 91 (2), p. 35-64.

8 Cette enquête par questionnaire s'inscrit dans le cadre du Groupe d'Études et de Recherche sur le Militantisme Moral (GERMM) que nous animons avec Nonna Mayer au CEVIPOF. Les associations qui ont fait l'objet à ce jour d'une enquête similaire sont la Ligue des Droits de l'Homme, la FASTI, le MRAP, SOS-Racisme, Ras-le-Front, Le Manifeste et AIDES. L'ensemble des résultats de l'enquête sur Act-Up feront l'objet d'une analyse dans • Olivier Fillieule (dir.), *Activisme et guerre contre le sida. Regards sur les Act-Up d'Europe et des USA*, Paris : L'Harmattan, coll. Logiques sociales, à paraître. Le questionnaire Act-Up a été adressé en 1994 aux 737 abonnés du journal *Action*, distribué en réunion hebdomadaire (RH) et déposé au local de l'association. 221 questionnaires ont été reçus ou collectés. En raison du degré variable d'engagement militant nous avons distingué trois catégories au sein des répondants : les activistes, qui participent régulièrement aux actions et/ou aux commissions (33% du total soit 73 personnes), les acti-

vistes occasionnels qui ne participent qu'aux grandes manifestations et à la RH (35%, soit 71 individus), les sympathisants enfin, qui ne participent que rarement mais sont abonnés à *Action* (32%, soit 71 personnes). Seuls 42% des sympathisants vivent en région parisienne, contre 94% des activistes et 80% des occasionnels. L'ensemble des répondants définit le *potentiel mobilisable* d'Act-Up. Nous comparerons ici nos résultats à ceux d'une enquête conduite par AIDES auprès des volontaires de l'association en 1993.

9 Une des lacunes majeures de la sociologie des mobilisations contemporaines est en effet de ne s'être pas intéressée aux déterminants de l'activisme individuel et à ses évolutions dans le cours de l'action. Les théories du comportement collectif s'en sont généralement tenues aux prédéterminants de l'action, nourrissant une vision unifiée des sentiments, idéologies et croyances des acteurs. Quant à la mobilisation des ressources et ses avatars, l'émergence et la vie des mouvements y repose à des degrés variables sur des relations organisationnelles, institutionnelles et des forces macro-structurelles, l'individu, défini métaphoriquement par une rationalité strictement instrumentale disparaissant complètement du cadre d'analyse. Enfin, l'école des nouveaux mouvements sociaux assigne la mobilisation des années soixante-dix aux "nouvelles classes moyennes salariées" sans autre précision.

10 Michael Pollak, *op. cit.* n. 6.

11 Telle qu'elle est objectivée dans les tracts, les slogans lancés lors des actions, les cris poussés au moment des arrestations, les *die-ins*, mais également dans toute une série de supports matériels comme le badge "personne ne sait que je suis séropositif" dont le port manifeste autant une solidarité qu'il entend entretenir une ambiguïté vis-à-vis des publics et des cibles sur son statut sérologique.

12 On mentionnera à ce sujet les difficultés chroniques de la commission "toxicomanie" à exister et, lorsqu'elle existe, à se faire entendre de la direction du mouvement. De ce point de vue, l'explication de la quasi-absence de toxicomanes à Act-Up ne tient sans doute pas seulement au désintérêt pour l'action qui leur est généralement, et abusivement, prêté (pour un exemple, voir Michael Pollak, *op. cit.* n. 6, p. 83).

13 Michael Pollak, *ibid.*

14 ... "se déclarer séropositif à l'occasion d'une action publique, quel que soit son statut sérologique, pour lutter contre la stigmatisation en arborant le stigmate ou donner plus de force à son action, nécessite [...] pour la personne séronégative de *cbanger d'état*. C'est alors le plus souvent la reconnaissance individuelle de son appartenance au groupe par un séropositif ou un malade du sida, acteur engagé, ou encore le partage d'une souffrance en commun, qui lui permet de passer 'sans scrupule' de ce qui serait une *fiction entre soi* à ce qui devient en public une *action politique*", in •Jeanine Barbot, "Entre soi et face aux autres. La réunion hebdomadaire d'Act-Up Paris", *Politix*, n° 31, 1995, p. 122-123.

15 Voir à ce sujet •Michael Pollak et Marie-Ange Schiltz, *Les homo- et bisexuels masculins face au sida. Six années d'enquête*, Paris : GSPM, 1991.

16 Michael Pollak, *op. cit.* n. 6, p. 83.

17 La tendance communautariste d'Act-Up se donne également à voir dans la ligne éditoriale du mensuel *Têtu*, lancé en juillet 1995 par Didier Lestrade, personnalité centrale du mouvement.

18 Michael Pollak, *op. cit.* n. 6, p. 86.

19 Relativiser seulement, car les données recueillies ici peuvent également enregistrer une évolution du recrutement de l'association, sa médiatisation et son style ayant pu attirer un nouveau type de militants.